

DECISION N° ~~19/22~~ /MINESEC/SG/DESG/DESTP/DEN/DRFM/DAJ du ~~24~~ JAN 2022

Fixant les conditions, les modalités d'octroi et les critères de détermination du montant de la subvention financière de l'Etat aux Organisations et aux établissements scolaires ou de formation privés d'Enseignement Secondaire et Normal.

## LE MINISTRE DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES

A

MESDAMES ET MESSIEURS :

- ✓ LES DELEGUES REGIONAUX
- ✓ LES SECRETAIRES NATIONAUX (SENAT)
- ✓ LES SECRETAIRES A L'EDUCATION (SEDUC)
- ✓ LES FONDATEURS

En application des dispositions de la loi n°2004/022 du 22 juillet 2004 fixant les règles relatives à l'organisation et au fonctionnement de l'Enseignement Privé au Cameroun et du décret n° 2008/3045/PM du 15 décembre 2008 fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement de l'Enseignement Privé au Cameroun, l'Etat octroie aux Organisations et aux établissements scolaires ou de formation privés d'Enseignement Secondaire et Normal une subvention annuelle.

La présente circulaire a pour objet de définir les conditions d'éligibilité, les modalités d'octroi ainsi que les critères de détermination du montant de la subvention allouée à chaque structure.

En rappel, conformément aux dispositions de l'article 30 alinéa 1 du décret du 15 décembre 2008 sus-évoqué, les subventions financières de l'Etat ou des Collectivités Territoriales Décentralisées aux établissements scolaires ou de formation privés sont destinées :

- au paiement du complément des salaires des personnels administratifs et enseignants permanents ;
- à l'encouragement des établissements scolaires performants ;
- à la formation initiale et continue des personnels ;
- au renforcement des capacités financières et infrastructurelles des établissements scolaires en difficulté ou situés en Zones d'Education Prioritaire (ZEP).

A la fin de l'exercice budgétaire, l'établissement scolaire ou de formation privé bénéficiaire adresse au Contrôleur Financier Central du Ministère des Enseignements Secondaires, un compte d'emploi de la subvention reçue pour apurement.



L'éligibilité au bénéfice de la subvention financière de l'Etat pour l'établissement scolaire ou de formation privé est conditionnée par la possession de toutes les autorisations légales de création, d'ouverture et/ou d'extension d'une part, et le renseignement effectif des fiches statistiques émises par les Directions Techniques d'autre part.

Le dossier de demande de la subvention d'une Organisation de l'Enseignement Privé doit comporter les pièces suivantes :

- Une demande timbrée au tarif en vigueur ;
- Un relevé d'identité bancaire de l'Organisation pour l'année en cours ;
- Un compte d'emploi de la subvention de l'année précédente.

Le dossier de demande de subvention d'un établissement scolaire ou de formation privé quand à lui, doit comporter les pièces suivantes :

- une demande timbrée au tarif en vigueur ;
- une copie certifiée conforme de l'attestation d'immatriculation ;
- des copies certifiées conformes des arrêtés de création, d'ouverture et éventuellement d'extension ;
- un reçu de paiement des cotisations dues au Secrétariat à l'Education ;
- un reçu de versement des quotes-parts FENASSCO ;
- un relevé d'identité bancaire de l'année en cours ;
- un compte d'emploi de la subvention de l'année précédente ;
- une attestation pour soumission (APS) délivrée par les services de la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNPS) ;
- une attestation de reversement des retenues fiscales délivrée par les services compétents des impôts ;
- une attestation d'assurance couvrant la responsabilité civile de l'établissement scolaire souscrite auprès d'une société d'assurance agréée ;
- une liste nominative des personnels assortie des autorisations d'enseigner des enseignants permanents exerçant dans l'établissement scolaire ;
- une synthèse des résultats aux examens officiels de la session écoulée authentifiée par le Délégué Régional des Enseignements Secondaires territorialement compétent ou son représentant ;
- une liste des infrastructures et équipements didactiques conformes à la réglementation, certifiée par le Délégué Régional des Enseignements Secondaires territorialement compétent ou son représentant ;
- un avis du Délégué Régional des Enseignements Secondaires attestant la bonne gestion administrative, pédagogique et financière de l'établissement scolaire.

Les dossiers ainsi constitués sont évalués sur la base des critères ci-après, en vue de la détermination du montant de la subvention à octroyer à chaque établissement scolaire ou de formation privé d'Enseignement Secondaire et Normal :



- 1- L'effectif des élèves ;
- 2- Le paiement des quotes-parts FENASSCO de l'année scolaire en cours ;
- 3- Le paiement de l'assurance des élèves pour l'année scolaire en cours ;
- 4- Le paiement des quotes-parts SEDUC de l'année scolaire en cours ;
- 5- La position géographique : priorité aux zones rurales reconnues comme enclavées et/ou aux Zones d'Education Prioritaire ;
- 6- Le pourcentage de réussite aux examens officiels (DECC, GCE Board OBC) de la session précédente ;
- 7- La situation du personnel ;
- 8- L'existence des infrastructures conformes à la réglementation en vigueur ;
- 9- La qualité et la quantité du matériel didactique et des équipements ;

Le dossier complet présenté suivant l'ordre d'ordonnement des pièces ci-dessus, est déposé soit directement au Ministère des Enseignements Secondaires ou auprès des Délégations Régionales des Enseignements Secondaires territorialement compétentes pour transmission au plus tard le 28 février de l'année en cours, le cachet du courrier faisant foi.

Tout dossier incomplet ou en retard sera rejeté.

Je tiens la main haute au respect des dispositions de la présente décision.

**Le Ministre des Enseignements Secondaires,**

**Ampliations :**

- SPM: ATCR
- SEESEN/SG/IGS
- DESG/DESTP/DEN/DRFM/DAJ
- INTERESSES
- CHRONO/ARCHIVES



DECISION No. 19/21 /MINESEC/SG/DESG/DESTP/DEN/DRFM/DAJ of 24 JAN 2022

To fix the conditions, modalities of granting and the criteria to determine the amount of subvention from the State to Organisations and to private Secondary and Teacher Training Colleges.

**THE MINISTER OF SECONDARY EDUCATION**

TO

- ✓ REGIONAL DELEGATES
- ✓ NATIONAL SECRETARIES (SENAT)
- ✓ EDUCATION SECRETARY (SEDUC)
- ✓ FOUNDERS

In accordance with the provisions of Law No. 2004/22 of 22 July 2004 to lay down the rules Governing the Organisation and Functioning of Private Education in Cameroon and Decree No. 2008/3045/PM of 15 December 2008 to lay down the modalities for the organisation and functioning of Private Education in Cameroon, the State shall grant an annual subvention to Organisations and private Secondary Schools and Teacher Training Colleges.

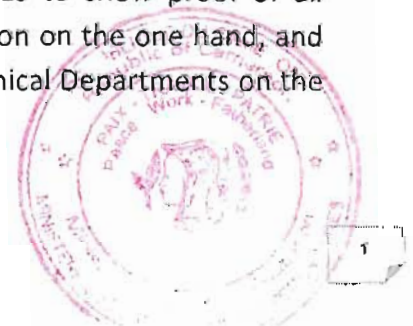
This Circular aims at defining the eligibility criteria, modalities of granting as well as the criteria for determining the amount of subvention allocated to each structure.

It should be recalled that in accordance with the provisions of Article 30(1) of the above-mentioned 15 December 2008 Decree, subsidies from the State or decentralised local authorities to private Secondary Schools and Teacher Training Colleges are to be used to:

- pay the additional salaries of permanent administrative and teaching staff;
- encourage high-performing schools;
- fund existing and in-service training for staff;
- strengthen the financial and infrastructural capacities of schools in difficulty or located in Priority Education Zones (ZEP).

At the end of the financial year, the beneficiary private secondary school or teacher training college forwards an account of the use of the grant received to the Financial Controller of the Ministry of Secondary Education for clearance.

To be eligible for the State subvention, the institution has to show proof of all necessary legal authorisations for creation, opening and/or extension on the one hand, and the effective completion of the statistical forms issued by the Technical Departments on the other hand.



The application file for the subvention of a Private Education Organisation must contain the following documents:

- A stamped application;
- A bank attestation of the Organisation for the year in question;
- An account of the use of the previous year's grant.

The application file of a private training institution must include the following documents:

- a stamped application;
- a certified true copy of the registration certificate;
- certified true copies of the decrees of creation, opening and extension, where applicable;
- a receipt of payment of the fees due to the Secretariat for Education;
- a receipt of payment of FENASSCO dues;
- A bank attestation for the year in question;
- an account of the use of the previous year's subvention;
- a certificate for submission (APS) issued by the National Social Security Fund (CNPS);
- a certificate of repayment of tax deductions issued by the competent tax authorities;
- a certificate of insurance covering the school's civil liability taken out with an approved insurance company;
- a list of the names of the staff with the teaching authorisations of the permanent teachers working in the school;
- a summary of the results of the official examinations of the previous session certified by the competent Regional Delegate of Secondary Education or his representative;
- a list of infrastructures and teaching equipment as per the regulations in force, certified by the competent Regional Delegate of Secondary Education or his representative;
- a note from the Regional Delegate of Secondary Education attesting to the good administrative, pedagogical and financial management of the school.

The file will then be assessed on the basis of the following criteria, in order to determine the amount of the grant to be awarded to each private Secondary School and Teacher Training College:

- 1- student enrolment;
- 2- the payment of FENASSCO dues for the school year in question;
- 3- the payment of the students' insurance for the school year in question;
- 4- the payment of SEDUC dues for the school year in question;



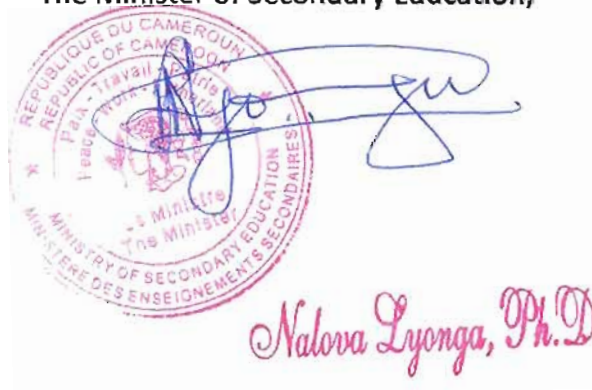
- 5- geographical location: priority will be given to rural areas identified as landlocked and/or Priority Education Zones;
- 6- percentage of success in official examinations (DECC, GCE Board, OBC) in the previous session;
- 7- the situation of the staff;
- 8- the existence of infrastructures as per the regulations in force;
- 9- the quality and quantity of pedagogic materials and equipment;

The complete file presented following the order of the above documents, is submitted either directly at the Ministry of Secondary Education or at the competent Regional Delegations of Secondary Education for transmission no later than 28 February of the year in question against the stamp of the mail service as proof of submission.

Any incomplete file or late application will be rejected.

I count on you for the strict implementation of this Decision.

**The Minister of Secondary Education,**



The image shows a circular official stamp of the Ministry of Secondary Education of the Republic of Cameroon. The stamp contains the text: 'REPUBLIQUE DU CAMEROUN', 'REPUBLIC OF CAMEROON', 'Paas - Tivvii - A' (likely a motto or regional reference), 'Le Ministre', 'THE MINISTER', 'MINISTRY OF SECONDARY EDUCATION', and 'LE MINISTRE DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES'. A blue ink signature is written across the stamp. Below the stamp, the name 'Nalova Lyonga, Ph.D.' is written in red ink.

**CC:**

- SPM: ATCR
- SEESEN/SG/IGS
- DESG/DESTP/DEN/DRFM/DAJ
- THE CONCERNED
- CHRONO/ARCHIVES